

**Préfecture**  
Direction de la Réglementation et des Elections  
Bureau de l'Environnement et des Enquêtes Publiques

### **Récépissé de cessation d'activité**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 1996 autorisant la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA VALLEE DE LA SEINE (LRVS), dont le siège social est situé à Porcheville (78440), zone industrielle de Limay-Porcheville, 7 rue de Rouen, à poursuivre et à étendre un dépôt de matières bitumeuses, à la même adresse ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 juillet 1997 mettant à jour le classement de l'installation exploitée à Porcheville (78440), zone industrielle de Limay-Porcheville, 7 rue de Rouen, par la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA VALLEE DE LA SEINE (LRVS), les activités étant répertoriées sous les rubriques n°1520-1, 1521-2, 2630, 2915-2, 253 et 1430-C de la nomenclature des installations classées relevant des régimes de l'autorisation et de la déclaration ;**

**Vu le récépissé en date du 7 octobre 2011 donnant acte à la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA VALLEE DE LA SEINE (LRVS) de sa déclaration de cessation d'activité de la tour aéroréfrigérante située sur son site de Porcheville, zone industrielle de Limay-Porcheville, 7 rue de Rouen ;**

**Vu le courrier daté du 17 juillet 2012 par lequel la société LRVS a déclaré la cessation d'activité du site de Porcheville mentionné ci-dessus ;**

**Vu le courrier daté du 4 octobre 2012 par lequel l'exploitant a transmis aux services préfectoraux le dossier de cessation d'activité portant sur son site de Porcheville situé 7 rue de Rouen ;**

**Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 janvier 2013 ;**

**Considérant que l'exploitant déclare, dans son courrier du 4 octobre 2012 relatif à la cessation d'activité du site, que toutes les cuves ont été dégazées et nettoyées par la société VIAM SERVICES, qu'il fournit les certificats correspondant à ces opérations. Considérant qu'il fournit les bordereaux de suivi des déchets industriels concernant la prise en charge des boues de fonds de cuve par des sociétés spécialisées dans le traitement de ces produits ;**

**Considérant que deux cuves ont été revendues à la société USINE DE MAROMME et que les autres cuves ont été démantelées et récupérées par le ferrailleur HUAULT ;**

**Considérant que les dalles bétonnées des trois zones de rétention ont été détruites par l'entreprise COTRA-STYL, que les bétons ont été évacués par la société MRM et le terrain arasé avec des graves recyclées ;**

Considérant que le séparateur d'hydrocarbures a été vidé et nettoyé par la société ECOPUR et que l'exploitant a joint à son dossier de cessation d'activité une copie du bordereau de suivi des déchets ;

Considérant que la société LRVS a fait procéder à des sondages par la société NEODYME ENVISOL sur les zones à risque au regard des installations qui ont été exploitées sur le site et que les échantillons ont été analysés par le laboratoire ALCONTROL ;

Considérant que ces analyses n'ont pas fait apparaître de pollution des sols ;

Considérant que, suite à la destruction des dalles de béton, un diagnostic supplémentaire a été réalisé par la société SOLEO SERVICES au droit des anciens parcs à cuves, à la demande du propriétaire du terrain ;

Considérant que les résultats des analyses concluent à l'absence de pollution des sols ou à des concentrations très faibles en HAP, HCT et ETM au niveau d'un des quatre sondages (CC4) ;

Considérant qu'au vu des résultats des analyses, la société SOLEO SERVICES préconise le recouvrement de la zone au niveau du sondage CC4 ;

Considérant que la société LRVS a proposé une remise en état du site pour un usage industriel ou tertiaire (non sensible), que le propriétaire du site a donné son accord et que le maire a seulement indiqué que l'usage futur du site doit respecter le plan d'occupation des sols ;

Considérant, toutefois, que le recouvrement de la zone au niveau du sondage CC4 n'est pas imposé à l'exploitant dans le cas de l'usage non sensible du site ;

Considérant que l'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle du site, le 26 octobre 2012, qui a permis de constater que le site est entièrement clôturé et l'accès limité par une grille métallique fermée à clé, que tous les déchets sur le site ont été enlevés et envoyés vers des filières spécialisées et que l'alimentation en gaz et électricité est coupée pour éviter tout incendie ou explosion ;

Considérant que les documents et renseignements fournis par la société LRVS sont suffisants pour délivrer le récépissé prévu par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Qu'en conséquence il convient de délivrer le récépissé prévu par ledit article ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**DONNE ACTE** à la société LES LIANTS ROUTIERS DE LA VALLEE DE LA SEINE (LRVS) de sa déclaration susvisée relative à la cessation des activités classées pour la protection de l'environnement situées sur le site de Porcheville, zone industrielle de Limay-Porcheville, 7 rue de Rouen. Il ne devra subsister aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Des arrêtés complémentaires pourront ultérieurement être prescrits s'il s'avérait que des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement subsistaient.

Fait à Versailles, le 7 MARS 2013

Le Préfet,  
Et par délégation  
La Directrice de la Réglementation et des Elections  
Eveline LBAUNE-VBLAIRT